



Les comptes économiques de la Guyane en 2015 La baisse de l'investissement ralentit la croissance

Après un pic de croissance de + 4,0 % en 2014, la Guyane connaît une croissance plus modérée en 2015 (+ 1,9 %). L'investissement, en baisse pour la première fois depuis 2003, explique cette évolution modeste et contribue pour - 1,2 point à la croissance. Les importations de biens d'investissement et intermédiaires diminuent pour la deuxième année consécutive et le secteur du BTP confirme sa situation de crise. La consommation des ménages accélère légèrement (+ 2,3 % en volume après + 1,9 % en 2014), à un niveau proche de la croissance démographique observée ces cinq dernières années. Elle contribue ainsi pour + 1,2 point à la croissance. La consommation des administrations publiques augmente au même rythme que l'année passée (+ 1,4 % en volume, + 0,7 point de contribution à la croissance). Les exportations poursuivent leur progression soutenue, pour une contribution de + 2,1 points à la croissance. Elles sont portées par une activité spatiale toujours intense avec 12 lancements de fusées au lieu de 11 l'année précédente. Après avoir nettement fléchi en 2014, les importations repartent à la hausse et contribuent ainsi pour - 3,7 points à la croissance. Ces fluctuations sont essentiellement liées au spatial et impactent les stocks. Ces derniers se reconstituent en 2015 et contribuent pour + 2,9 points à la croissance, après avoir subi un destockage l'année passée (- 4,4 points).

Clémentine Garandeau, Insee



Le produit intérieur brut (PIB) de la Guyane augmente de 1,9 % en volume en 2015 et de 1,3 % sur la France entière. Avec une population qui progresse de 2,1 %, le PIB par habitant diminue légèrement de 0,2 % en volume et s'établit à 15 760 euros. Il progresse de 0,7 % en France pour atteindre 31 630 euros.



L'investissement se rétracte

Pour la première fois depuis 2003, l'investissement diminue de 4,5 % en volume (figure 3) après avoir déjà ralenti les deux années précédentes (+ 1,0 % en 2013 et + 2,7 % en 2014). Cette baisse



1 L'investissement en retrait pénalise la croissance

Les principaux agrégats et leur évolution (en millions d'euros courants et en %)

	Millions d'euros courants		Évolution en %		
	2015	Volume	Prix	Valeur	Contribution
Produit intérieur brut	4 064	1,9	0,3	2,2	1,9
Consommation des ménages	2 078	2,3	-0,0	2,3	1,2
Consommation des administrations publiques	1 937	1,4	0,3	1,7	0,7
Investissement	1 037	-4,5	-0,3	-4,8	-1,2
Imports de biens et services	2 655	5,8	-0,3	5,5	-3,7
Exports de biens et services	1 640	5,3	0,0	5,3	2,1
Variation de stocks	27	2,9	///	///	2,9

Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.

est le principal facteur du ralentissement marqué de la croissance par rapport à l'année précédente où la croissance était dynamique (+ 4,0 %). Les entreprises freinent leurs importations de biens d'équipements mécaniques, de matériels électriques, électroniques et informatique : elles reculent de 12 % après avoir déjà chuté de 15,9 % en 2014. Les intentions d'investissement d'entreprises se rétractent aux trois premiers trimestres 2015 (en glissement annuel). Malgré tout, le secteur bancaire soutient les projets d'investissement des entreprises avec des crédits à l'investissement en hausse de 9,3 % (comme l'année passée), dont les retombées ne sont pas encore forcément visibles.

Les ménages continuent de souscrire des crédits à l'habitat. Ces derniers augmentent de 11,4 % (+ 3,3 % en 2014). Cela ne se ressent pas encore en 2015 sur le secteur du BTP : les effectifs du secteur flanchent. Les ventes de ciment reculent depuis trois années consécutives : - 10 % en 2013, suivi de - 6,8 % en 2014 puis - 4,4 % en 2015. Les mises en chantier sont en faible augmentation (+ 0,7 %), en lien avec un nombre de logements autorisés qui fléchit au cours des deux années précédentes (- 35,5 % en 2013 puis - 0,5 % en 2014). Le parc social locatif, lui, reste en expansion au 1^{er} janvier 2015, avec 885 logements de plus par rapport au 1^{er} janvier 2014 (+ 5,9 %).

Les dépenses d'investissement public représentent près de la moitié de l'investissement total. Elles fléchissent de 3,9 % en un an (après + 31 % en 2013 puis - 21,5 % en 2014). Parmi les projets de la commande publique, 256 logements sociaux, répartis en deux chantiers, Rose de la Madeleine (120 logements) et la Zac de Concorde (136 logements), ont été retardés durant six mois par l'attente de la part de la Sensamar en charge du chantier, de l'agrément de défiscalisation par Bercy. Ce dernier a finalement eu lieu en décembre 2015 et les travaux reportés à l'année suivante : 600 emplois potentiels sont concernés.

La consommation des ménages se maintient

Après avoir progressé de 1,9 % en 2014, la consommation des ménages accélère (+ 2,3 %), atteignant le rythme de l'évolution de la population. Les prix n'évoluent presque pas (- 0,1 %).

Les importations de denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac sont en hausse modérée, de 2 %. Les ventes de véhicules neufs aux particuliers accélèrent et se redressent de + 3,5 % (- 0,3 % en

2014). De même, l'encours des crédits à la consommation des ménages est dynamique, en hausse de 5,0 % (après + 3,7 % en 2013 puis + 0,6 % en 2014).

Ce regain de la consommation des ménages reste malgré tout fragile. Le taux de chômage augmente légèrement (+ 0,4 point) et s'établit à 21,9 % de la population active alors que le nombre d'inactifs dans le halo du chômage est en forte hausse. Le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois (DEFM) des catégories ABC, s'élève à 25 300 personnes, soit + 2,7 % entre fin 2014 et fin 2015.

Les prix évoluent au même rythme que la métropole

L'évolution des prix affiche une stabilisation progressive depuis 2011, comme pour la France entière.

La Guyane connaît même une légère déflation en 2015 avec une évolution des prix de - 0,1 % (+ 0,5 % en 2014), tandis

que les prix stagnent sur la France entière (figure 4).

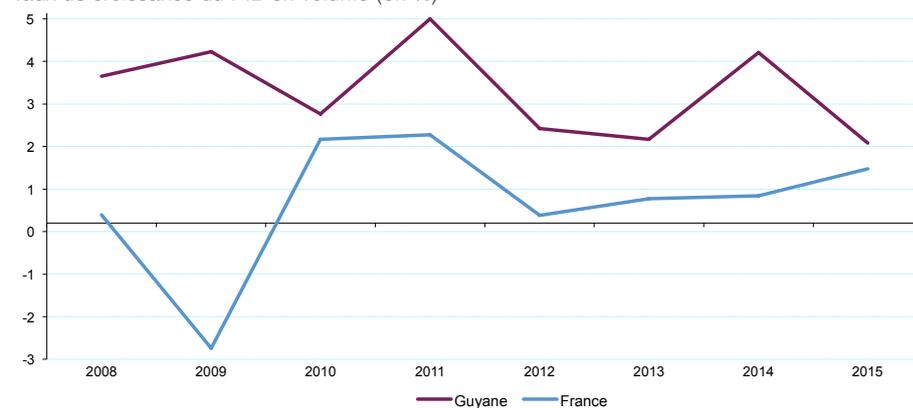
Le prix des produits pétroliers, une nouvelle fois à la baisse (- 8,1 % après - 2,5 % en 2014), contribue pour - 0,4 point à l'inflation, en lien avec la chute des prix du pétrole installée depuis 2013. Le prix de l'habillement et des chaussures se réduit de 2,7 % et contribue pour - 0,2 point à l'inflation.

Les prix de l'alimentation sont stables (produits frais ou hors frais), contrairement à l'année passée où ils augmentaient de 1,5 %. Les prix des services continuent d'augmenter (+ 0,9 %) et contribuent pour + 0,4 point à l'inflation (+ 0,2 point en 2014).

La légère hausse des loyers (+ 0,3 %) contribue pour + 0,1 point à l'inflation, comme l'année passée, tandis que les prix progressent de 0,7 % pour les services de santé et de 0,9 % pour les transports et communications.

2 La croissance est modérée après une accélération en 2014

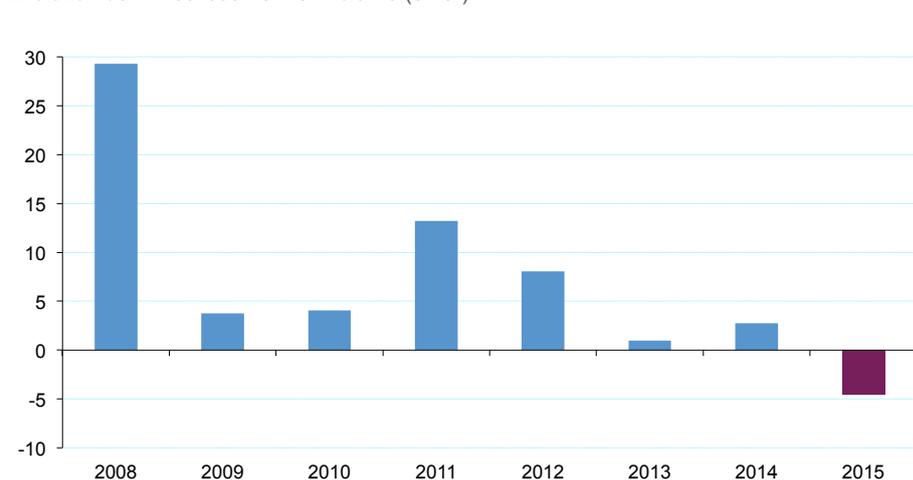
Taux de croissance du PIB en volume (en %)



Note : Les estimations antérieures à 2014 sont révisées, voir encadré méthodologique en fin de document.
Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.

3 L'investissement est en recul

Évolution de l'investissement en volume (en %)



Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.

Les échanges extérieurs augmentent, ils déclineraient sans l'activité spatiale

Les importations progressent de 5,8 % en volume (après - 5,6 % en 2014) et les exportations de 5,3 % en volume (après + 4,9 %) (figure 5).

L'activité spatiale porte les importations qui permettent de répondre aux besoins en matériel de lancements de fusées et de satellites. Les importations liées au spatial pèsent entre 25 % et 50 % du total des importations selon les années et doublent quasiment en 2015 après s'être contractées l'année précédente. Il s'agit d'effets de stockage et de déstockage de ce type de matériel.

En 2015, l'intensification de l'activité spatiale n'absorbe pas toutes les importations de lanceurs en consommations intermédiaires, qui sont donc stockés en partie. Cela explique la contribution significative des variations de stocks à la croissance (+ 2,9 points après - 4,4 points en 2014).

Les importations de biens hors matériel spatial régressent de 14,6 %. Cela est en partie lié aux prix des produits pétroliers qui chutent sensiblement (- 17,3 %) : les importations de produits de cokéfaction et de raffinage baissent ainsi de 14,9 % en valeur mais progressent de 3,0 % en volume. Celles de produits issus des industries agro-alimentaires augmentent de 2,4 % en valeur (+ 2,9 % en volume) avec un prix en baisse. Les importations de l'industrie automobile se rétractent de 6,7 %.

Les importations de services progressent de 3,7 %. Elles représentent 6 % du total des importations et sont portées en quasi-totalité par le transport aérien.

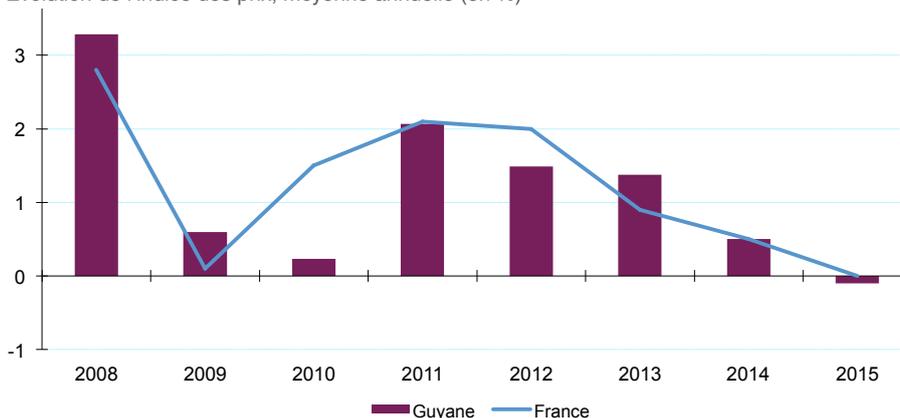
Les exportations liées au spatial représentent plus de 80 % des exportations. Elles sont en hausse de 9 %, avec un lancement de fusée supplémentaire par rapport à l'année précédente (encadré sur le spatial).

Hors spatial, les exportations chutent de 10,8 %. Les exportations d'équipements mécaniques, de matériels électriques, électroniques et informatiques sont en retrait de 59,1 % et celles de véhicules automobiles diminuent aussi de 7,8 %.

Les exportations d'or diminuent en volume de 10,1 % mais cette baisse est atténuée par une remontée du cours de l'or après deux années consécutives de baisse. Elles s'élèvent à 37,5 millions d'euros, soit - 4,5 % en valeur (- 11,1 % en 2014).

4 Les prix diminuent légèrement

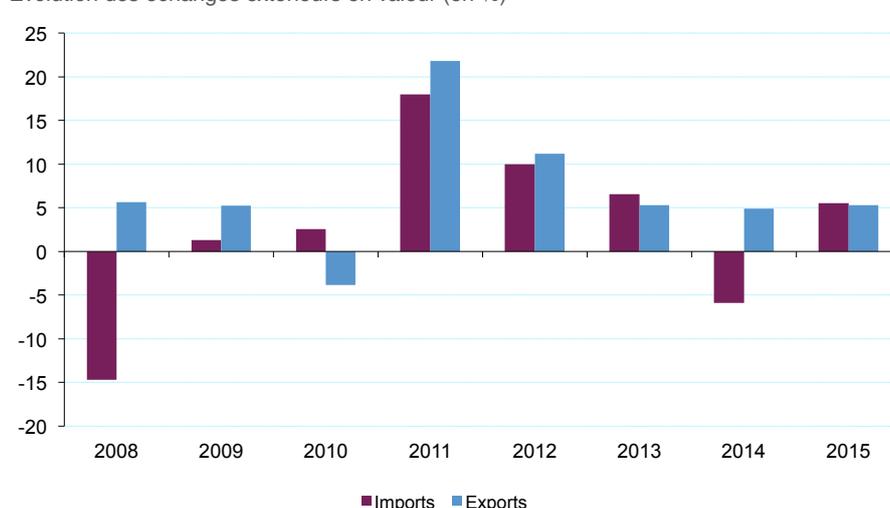
Évolution de l'indice des prix, moyenne annuelle (en %)



Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.

5 Des échanges extérieurs dynamiques

Évolution des échanges extérieurs en valeur (en %)



Source : Insee, CEROM, Comptes rapides.

Zoom sur le spatial

Le CSG réalise 12 lancements de fusées en 2015, soit un de plus que l'année passée, atteignant ainsi la cadence d'un lancement par mois. Le nombre de satellites ou ATV envoyés en orbite diminue légèrement, de 23 à 21, avec notamment six satellites de moins pour le lanceur Soyuz pour un lancer de fusée en moins. La charge utile diminue avec le nombre de satellites, de 18,6 % pour atteindre 62,4 tonnes (figure 6).

Parmi ces 21 satellites, a eu lieu le lancement du satellite Sentinel-2A par le lanceur Vega, dans le cadre du programme Copernicus conduit par l'Union Européenne. Son jumeau, le satellite Sentinel-2B, le rejoindra fin 2016 sur la même orbite à 786 km d'altitude. Ils fourniront à eux deux tous les cinq jours des clichés de la Terre. L'objectif est de suivre à haute résolution l'évolution de la végétation, de l'occupation des sols et l'impact du réchauffement climatique avec une haute fréquence d'observations.

À la mi-2015, le CNES a attribué au groupe Eiffage le marché de la construction de l'ensemble de lancement d'Ariane 6 (ELA4) : le massif de lancement, le bâtiment d'assemblage du lanceur et le portique mobile. Il s'agit plus précisément du groupement Eclair6, constitué de plusieurs entités du groupe de BTP : Eiffage Génie Civil (aux commandes du projet), Eiffage Route, Clemessy (filiale d'Eiffage Énergie), SEH (filiale allemande d'Eiffage Métal), mais aussi d'Axima (filiale d'Engie) et Icop, spécialiste italien des fondations. Le contrat s'élève à 200 millions d'euros.

Les dépenses des touristes, comptabilisées en exportations, se redressent de 6,7 %. Hors effets d'entraînement sur l'économie, elles pèsent pour 5 % du total des exportations en 2015.

La Guyane commence à mettre l'accent sur son potentiel touristique, en répondant notamment à la mi-juin 2015 à un appel

à projet du gouvernement sur les contrats de destinations à visibilité internationale. La Guyane fait partie des 20 destinations françaises sélectionnées et bénéficie ainsi d'un budget prévisionnel de 342 000 euros, réparti sur trois ans (2015-2017) pour accompagner le projet touristique baptisé « Guyane-Amazone ».

La consommation des administrations publiques décélère doucement

La consommation des administrations publiques progresse de 1,4 % en volume (après + 2,1 % en 2013 et + 1,7 % en 2014). Les charges de personnel des administrations publiques, de la sécurité sociale et de l'enseignement, sont en hausse de 1,8 % (+ 2,7 % en 2014), pour une évolution quasi-stable du point d'indice de la fonction publique (+ 0,3 %). Les consommations intermédiaires fléchissent pour les administrations publiques, la sécurité sociale et l'enseignement (- 1,9 %) ainsi que pour la santé publique (- 15,9 %). ■

6 Le nombre de lancements augmente, tandis que le nombre de satellites et la charge utile baissent

Nombre de lancements de fusées, nombre de satellites ou ATV envoyés dans l'espace, charges utiles (en tonnes)

Nom du lanceur	Nationalité	Nombre de lancements		Nombre total de satellites ou ATV lancés		Charge utile (tonnes)	
		2014	2015	2014	2015	2014	2015
Ariane 5	Europe	6	6	11	12	66,4	53,1
Soyuz	Russe	4	3	11	6	9,5	4,4
Vega	Europe	1	3	1	3	0,8	4,9
Total		11	12	23	21	76,7	62,4

Source : Arianespace.

Méthodes

Les comptes économiques rapides : une estimation précoce de la croissance

Produit par l'Insee, en partenariat avec l'AFD et l'Iedom dans le cadre du projet Cerom, les comptes rapides 2015 de la Guyane reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit pas des comptes définitifs : les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.

Des données en base 2005

Les données diffusées ici sont en base 2005. Par conséquent elles ne peuvent être comparées qu'avec des résultats calculés dans cette même base : il s'agit des données issues des comptes économiques des années strictement postérieures à 2007. Les données de 2007 et des années antérieures sont en base 1995 et ne sont pas comparables.

Des comptes rapides issus d'une modélisation de l'économie guyanaise

Le modèle utilisé pour construire les comptes rapides est un modèle macro-économique, de type keynésien, dit « quasi-comptable ». Il permet de projeter les comptes économiques d'une année donnée à partir d'hypothèses d'évolutions de l'offre et de la demande de biens et services. Aux Antilles-Guyane, ce modèle est

construit avec 22 branches et 22 produits. Le modèle est basé sur le TES (Tableau des Entrées-Sorties) de la Comptabilité Nationale. En effet, ces relations comptables permettent d'assurer la cohérence du modèle en décrivant les équilibres nécessaires entre les ressources et les emplois pour chaque opération. La projection du compte se fait selon la méthode de Leontief, fondée sur les interactions entre branches, et celle de Keynes, fondée sur l'interaction revenu-consommation.

Un nouveau modèle

En 2015, le modèle d'estimation des comptes rapides évolue afin de produire des estimations encore mieux maîtrisées. Afin de s'approcher le plus possible des méthodes comptables, de nouvelles sources externes ont été introduites. Les importations et les exportations d'assurances sont dorénavant estimées. En outre, la croissance démographique est utilisée pour affiner l'estimation de certains agrégats comme la consommation des ménages. Autre grande amélioration, le développement d'outils de contrôles qui rendent mieux compte de la cohérence d'ensemble du modèle. Ces contrôles, déjà réalisés auparavant, permettent d'agir de façon plus fine sur les différents équilibres qui se jouent dans l'économie et de préciser ainsi, in fine, l'estimation de la croissance et des grands agrégats économiques.

Définitions

Le Produit intérieur brut (PIB) mesure la richesse produite sur un territoire donnée, grâce à la somme des valeurs ajoutées des biens et services produits sur le territoire. Il est publié **en volume** et en valeur. L'évolution en volume ou en « euros constants » permet de mesurer l'évolution du PIB d'une année sur l'autre, indépendamment de l'évolution des prix. Elle décrit l'évolution des quantités produites et fournit **la croissance de l'économie**.

L'évolution du **prix du PIB** mesure l'évolution de tous les prix présents dans l'économie : prix à la consommation des ménages (IPC), prix à la consommation des administrations, prix de l'investissement et prix du commerce extérieur.

L'évolution globale (volume et prix) fournit l'évolution du **PIB en valeur**.

Comptes rapides pour l'Outre-mer (Cerom)

Les comptes économiques rapides de la Guyane sont construits dans le cadre du projet tripartite Comptes rapides pour l'Outre-mer (Cerom) entre Insee, l'AFD et l'IEDOM.

Ils reposent sur une modélisation macro-économique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif. Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.

Service territorial de Cayenne

23 ter Avenue Pasteur
CS 36017
97306 Cayenne Cédex

Directeur de la publication :

Didier Blaizeau

Rédactrice en chef :

Béatrice Céleste

Rédactrice adjointe :

Maud Tantin-Machecler

Mise en page :

Typhenn Ladire

ISSN : 2416-8122

© Insee 2016

Pour en savoir plus

- « Les comptes économiques de la Guyane », consultables sur <http://www.cerom-outremer.fr/guyane> et sur <http://www.insee.fr/guyane>
- « La Guyane en 2015 », Rapport annuel de l'Iedom - mai 2015 sur <http://www.iedom.fr/>
- « Bilan économique 2015 en Guyane », Insee Conjoncture Guyane n° 2, Insee - juin 2016.
- Comptes rapides 2015 Martinique, Cerom, septembre 2016.
- Comptes rapides 2015 Guadeloupe, Cerom, septembre 2016.

